Synergies Roumanie n° 12 - 2017 p. 123-134

GERFLINT
ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

Pensée et actions corporatistes en Roumanie dans les années 1930

Dragoș Păun
Faculté de Business
Université Babeș-Bolyai Cluj-Napoca, Roumanie
dragospaun.tbs@gmail.com

Résumé

L'étude s'inscrit dans les coordonnées des sinuosités de la pensée économique pendant l'entre-deux-guerres, avec un accent particulier sur les voix prééminentes de Roumanie, dont certaines, comme Mihail Manoilescu, avec ses lumières et ses ombres, ont abouti à concevoir des systèmes utilisés autant dans la théorie que dans la pratique économique. La Grande dépression a engendré l'essor des courants interventionnistes, connus sous de différents noms. La tentation du corporatisme est venue suite à ce qu'on percevait comme l'échec du libéralisme économique et a engendré des théories complexes sur le rôle de l'État dans la direction de l'économie, une approche dans laquelle la contribution de Manoilescu s'est manifestée très évidemment. Le rôle de la science dans la gestion de l'économie reste l'une des idées majeures promues par le penseur roumain.

Mots-clés : l'entre-deux-guerres, pensée économique, interventionnisme, corporatisme, Roumanie

Corporatist thought and actions in Romania in the 1930s

Abstract

This study follows the coordinates of the sinuous economic thought of the interwar period, with particular emphasis on the prominent voices in Romania, some of whom, like Mihail Manoilescu, amid his lights and shadows, succeeded in conceiving systems utilized in both economic theory and practice. The Great Depression prompted the rise of interventionist trends, known by different names. The corporatist temptation came following what was perceived as the failure of economic liberalism and led to complex theories on the role of the state in directing the economy, an approach in which Manoilescu's contribution manifested itself quite prominently. The role of science in managing the economy remains one of the major ideas promoted by the Romanian thinker.

Keywords: interwar period, economic thought, interventionism, corporatism, Romania

BDD-A28134 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 16:56:10 UTC)

La pensée économique au XX^e siècle a continué et amplifié le dialogue entre libéralisme et interventionnisme, tout en développant les anciennes traditions d'enracinement de la sociologie économique, initiée par l'École historique allemande. Le problème dans le débat économique pendant le nouveau siècle serait lié à l'organisation de la production et au rapport entre celle-ci et les besoins de la société. Depuis une relation économique, la production, la répartition et la consommation se sont transformées en une relation avec de profondes implications politiques. Sur ces nouvelles coordonnées, le dialogue libéralisme-interventionnisme serait fortement influencé par les transformations nationales, socio-économiques et politiques, de la communauté nationale et internationale.

Il devient visible, dans une courte période de temps, après la Grande guerre et jusqu'à la Grande dépression, l'alourdissement de la doctrine avec des éléments de type néolibéral, exacerbés par une législation appelée en Roumanie « par nous-mêmes ». On parle d'industrialisation et de la mise en marche des forces productives (Mihail Manoilescu).

Surtout la Grande dépression, par ses conséquences, a donné l'impulsion décisive à la promotion, dans les politiques économiques, de plusieurs éléments réels d'interventionnisme d'État. Les immixtions à l'intérieur de l'économie ont été considérées partiellement nécessaires – la fixation des prix, des salaires et des bénéfices, et même l'intervention dans la dynamique des capitaux, le contrôle des devises, l'enlèvement ou la limitation des avantages créés par la « clause de la nation la plus favorisée ». En Allemagne et en Italie, on parle de dirigisme économique et de politiques d'autarchie. En Angleterre, les politiques économiques ont été assumées par l'État, tandis qu'aux États-Unis, grâce au « New Deal », on a passé à une politique programmatique.

L'intervention directe de l'État dans l'économie a fourni au système capitaliste de nouvelles structures, dont certaines étaient totalement différentes des autoritaires. Dans les États totalitaires on a attaqué la propriété individuelle et la liberté personnelle. L'économie a enduré des politiques autarchiques, caractérisées par la pression mise sur plusieurs branches de la production, bien que dans ces pays-là il n'y ait pas eu de conditions naturelles de développement. On a créé des industries pour remplacer des produits ou des matières premières déficitaires – substituts, matériaux synthétiques – et on a modifié la position de ces États dans les échanges économiques internationaux. Un problème majeur découlant des économies autarchiques a été de trouver l'autorité qui assumât, dans des conditions d'efficience, son rôle de direction dans la vie économique. Dans sa variante allemande, beaucoup plus élaborée et spécifique, la pensée économique a accrédité en pratique l'autorité des « espaces économiques », plus larges que les espaces politiques nationaux. Dans

BDD-A28134 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 16:56:10 UTC)

le cas italien – dont l'impact en Europe centrale-orientale a été majeur – ce rôle a été accordé aux corporations, formées par les entrepreneurs des syndicats des patrons et les travailleurs associés par branches d'activité.

Le corporatisme, lui aussi à la table du débat libéralisme-interventionnisme, a irradié en Europe par la filière catholique, tout en exploitant le schisme entre les socialistes et les libéraux, avec la réorganisation d'une économie « ni libérale ni socialiste », dans l'esprit de l'encyclique *Rerum novarum*, de la fin du XIX^e^ siècle, ou de *Quadragesimo anno*, de 1931, émise par le Pape Pie XI. Nous ne nous proposons pas d'insister sur ce filon ou sur celui de type fasciste, lui aussi originaire au XIX^e^ siècle, mais renforcé par Benito Mussolini, dans l'idée d'intégrer les intérêts des parties dans une communauté nationale, par « l'unité entre les classes sociales ».

La question si l'État devait forcément assumer des tâches dans le domaine économique a été débattue après la Grande unification. Sans engendrer de thèmes théoriques originaux, la pensée roumaine s'est inscrite, par des accomplissements importants, dans le dialogue général européen entre libéralisme et interventionnisme.

Dans un pays comme la Roumanie, trouvé dans une étape de maturation de sa physionomie capitaliste, avec un progrès dynamique d'accumulation, une bourgeoisie qui faisait de son mieux afin de dépasser son statut économique de classe moyenne, pour s'inscrire sur le trajet des finances européennes, l'appel à l'aide de l'État a été une constante du développement, en effet la seule solution. Toutefois, cette situation n'a pas exclu les voix qui ont manifesté leur sympathie pour le libéralisme classique – G. Tașcă, N. Dașcovici. Ceux-ci, aussi bien que d'autres, n'ont pas influencé la décision politique (gouvernement, parlement, partis), la presse de spécialité ou l'opinion publique. En outre, il y avait un consensus national visant le renforcement des fonctions économiques de l'État.

M. Manoilescu exigeait « une décision d'organiser l'ensemble de la production industrielle, le guidage conscient de son évolution ». L'État doit assumer des questions d'organisation, contrôler les deux facteurs décisifs de l'industrie – « l'utilisation rationnelle des énergies et la valorisation maximale des matières premières ». Mettant en discussion le potentiel énergétique de la Roumanie, il demandait à l'État de réaliser un inventaire général de celui-ci, d'élaborer un plan technique et un projet économique d'exploitation.

En ce qui concerne la valorisation des matières premières, M. Manoilescu partait de l'idée du droit de l'État d'influencer le développement de certaines branches industrielles d'intérêt national, de mener une politique industrielle différenciée, de « sélectionner » des industries, tout en accordant la priorité à celles qui emploient

BDD-A28134 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 16:56:10 UTC)

un minimum de combustible et qui engendrent le maximum de valeur; à celles avec des travaux minimaux et une production importante de marchandises; à celles ayant un capital maximal investi, mais aussi une production supérieure. Il entreprend des analyses détaillées de chaque secteur industriel et propose à l'État des plans sectoriels réalistes, fondés sur le critère de l'efficience. Il demande aux autorités publiques d'intervenir de l'intérieur du système économique, par leur implication dans le crédit (il soutient l'idée d'y avoir des institutions de crédit spécialisées), par les subventions et la direction des industries selon l'intérêt général, national, et il approche dans un contexte plus large que la sphère économique des aspects sociaux, politiques et moraux. Les phénomènes de la société sont réalisés, selon lui, en fonction d'un déterminisme économique mécaniciste (Manoilescu, 1924 : 141-161).

La stratégie de développement agraire-industriel de la Roumanie, soutenue assidument par l'auteur, impliquait le besoin d'y avoir un grand nombre de cadres spécialisés. Il apporte à l'attention des forums de décision l'importance de développer l'enseignement technique et l'enseignement en général, qu'il considérait « la clé de voûte du processus de modernisation de la société roumaine tout entière » (Manoilescu, 1924 : 141-161). L'attitude responsable dans la promotion de la compétence économique et technique, de ces « forces morales » nécessaires à l'économie, est une constante dans les études de Mihail Manoilescu. C'est toujours lui qui avait placé au centre des préoccupations de la nation le développement économique – une condition nécessaire pour consolider l'État national unitaire, son indépendance économique et politique, aussi bien que pour valoriser les richesses du sol et du sous-sol. Dans sa conception, ce n'est pas seulement le pouvoir de l'État, mais aussi son avenir, qui dépendait de sa capacité de mettre en marche l'énergie de la nation.

Les concepts exprimés par Mihail Manoilescu, à côté d'autres à l'époque, aussi notables, appartenant à Vintilă Brătianu, I.G. Duca, dr. Angelescu, Al. Topliceanu, Ștefan Zeletin et d'autres, ont tracé le cadre idéologique et économique de ce qu'on a compris par le terme « néolibéralisme ».

D'ailleurs, Mihail Manoilescu a publié, dans le volume « Doctrines des partis politiques », en 1924, une ample étude dédiée au néolibéralisme, différente en nuances de la vision de Ștefan Zeletin. Manoilescu voyait le destin et le rôle de la bourgeoisie roumaine d'une large perspective économique, idéologique et culturelle. Forçant les touches du néolibéralisme, assemblé en tant que doctrine dans les années 1930, tout comme le mouvement paysan, donc après la Grande dépression économique, grâce aux ouvrages « L'unité spirituelle de l'Europe » (1933) et surtout « Le siècle du corporatisme » (1934), Manoilescu, à côté d'autres penseurs roumains, glisse vers le corporatisme.

BDD-A28134 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 16:56:10 UTC)

Costin Murgescu, parlant de Manoilescu, estime que « son travail fondamental s'est frayé un long chemin au monde entier, il constitue la première présence roumaine dans la pensée économique universelle et est entré définitivement dans l'histoire des doctrines économiques modernes, étant cité dans des études de spécialité, des cours universitaires, des traités et des encyclopédies » (Murgescu, 1987 : 413). Quoique le prestige et l'appréciation dont son œuvre a joui à l'étranger soient indéniables (son idéologie a constitué la principale source d'inspiration pour le modèle de développement économique du Brésil), paradoxalement, dans le milieu universitaire roumain, la pensée de Manoilescu n'a jamais été enseignée et, jusqu'en 1986, son œuvre n'a pas du tout été imprimé en Roumanie. Bien qu'il ait publié un nombre impressionnant de travaux, 128 au total, ils ont été plus appréciés à l'étranger qu'en Roumanie, vu qu'on en a écrit 88 études internationales et seulement 21 roumaines[1].

À part son activité de publication, Manoilescu a occupé de différentes fonctions publiques (sous-secrétaire d'État au Ministère des finances, gouverneur de la Banque nationale, président de la Chambre de commerce et d'industrie), avant 1940, lorsque le roi Charles II lui a proposé le poste de ministre des affaires étrangères. Manoilescu a été aussi actif sur le plan politique, soutenant Charles II dans ses efforts de requérir le trône (ce qui lui a apporté des accusations d'avoir orchestré un coup d'État), en tant que membre du Parti populaire et du Parti national-paysan. En 1933, Manoilescu crée son propre mouvement politique, nommé La ligue nationale-corporatiste (vouée à combattre la domination des politiques de parti sur la vie publique), tandis qu'en 1932, il forge son propre moyen de dissémination des idées, la revue « Le nouveau monde » (qui finit par propager des idées favorables au fascisme) (Roszkowski et Kofman, 2015 : 624).

Dans l'ensemble de son activité politique et intellectuelle, Manoilescu s'est guidé selon le principe que les élites d'une société ont une responsabilité à l'égard de la nation dont elles gèrent les ressources. Selon lui, les élites ont le devoir de mettre l'intérêt national au-dessus du personnel, et sur le plan politique, elles devraient promouvoir l'intérêt des corps productifs (corporatisme) et soutenir les entreprises les plus efficientes (protectionnisme) (Bădescu et Cucu-Oancea, 2011 : 585).

Selon Joseph Love, les attitudes de Manoilescu ont été aussi influentes que ses idées sociales. Son élitisme, son soutien pour l'industrialisation, l'accent qu'il a mis sur le rôle de l'État dans l'économie et son insistance sur la relation étroite entre nationalisme et développement économique ont attiré le soutien et l'admiration de plusieurs industriels, mais son adhésion ouverte au fascisme, vers la fin des années 1930, aussi bien que son support pour l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale, ont réduit considérablement la popularité dont il avait joui sur

BDD-A28134 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 16:56:10 UTC)

le plan extérieur (Love, 1990 : 88). Néanmoins, Manoilescu est resté une source constante d'analyse doctrinaire et de réflexion théorique, même à présent. Au sens plus étendu, Manoilescu a été souvent considéré le créateur de la doctrine ECLA (Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine) et de la position officielle de l'UNCTAD dans les années '50-'60. Selon Cojanu, sa théorie a servi de fondement des analyses d'après-guerre visant « l'échange inégal », élaborées par Arghiri Emmanuel, et « le développement inégal », de Raul Prebisch (Cojanu, 2002 : 109). Sur le plan intérieur, Manoilescu a promu le corporatisme, le protectionnisme national-économique et le système du parti unique dans l'entre-deux-guerres, en tant que l'un des théoriciens prééminents de la « roumanisation ». Comme il l'a été souligné par Ionescu, l'influence de ses idées a été sentie en Roumanie même après qu'il a perdu son statut privilégié, notamment dans la politique de roumanisation d'Antonescu (Ionescu, 2015 : 10).

Nous nous interrogeons, pas du tout rhétoriquement, tenant compte aussi de l'émulation intellectuelle et doctrinaire extraordinaire à l'époque, s'il existe ou non un corporatisme roumain et quelles ont été les filières par lesquelles il est apparu dans la société. Étant donné que la plupart des études sur le corporatisme roumain se réfèrent directement aux idées et aux théories proposées par Manoilescu, nous nous orienterons vers les études et les conceptions qui auront pu servir de sources d'inspiration pour la théorie qu'il a élaborée. Selon plusieurs auteurs, l'une des sources principales auraient été les idées économiques du corporatisme italien et le modèle d'organisation corporatiste élaboré par Emile Durkheim, auquel Manoilescu a ajouté, à côté des dimensions sociale et économique, une dimension culturelle et une autre, politique[2]. Nenovsky et Torre soutiennent que Manoilescu aurait également redécouvert les idées de Frank Graham, visant l'efficience du protectionnisme dans les secteurs économiques avec une haute productivité. Ce sont toujours eux qui estiment que les idées de Manoilescu peuvent être identifiées autant dans le travail innovateur de Ragnar Nurske et Immanuel Wallenstein, que dans les modèles de dépendance des structuralistes latino-américains, comme Raul Prebisch, Hans Singer et Celso Furtado (Nenovsky, Torre, 2015 : 778). Comme Marx, Ricardo et d'autres économistes classiques, Manoilescu croyait à la théorie de la valeur-travail, ses idées étant retrouvées dans les stratégies de développement non seulement de gauche, mais aussi de droite, des périphéries et semi-périphéries développées du monde entier (Chirot, 2006 : 205). Malgré cela, la pensée de Manoilescu dans les années 1930-1938 s'encadre plutôt à droite, parmi les modèles d'organisation de la société roumaine (Păun, 2009 : 123).

Dans la vision de Manoilescu, la corporation représente « une organisation collective et publique composée par la totalité des personnes (physiques et morales)

BDD-A28134 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 16:56:10 UTC)

qui, ensemble, remplissent la même fonction nationale et qui ont pour but d'assurer l'exercice de cette fonction dans l'intérêt de la nation, par l'intermédiaire des règles de droit imposées à ses membres » (Manoilescu, 1934 : 390). En ce qui suit, nous énumèrerons brièvement les idées sur lesquelles s'est fondée la théorie du protectionnisme économique élaborée par Manoilescu :

- Manoilescu soutient que la productivité du travail varie en fonction de la branche économique, et les plus grandes différences se manifestent entre l'industrie et l'agriculture.
- Ainsi, les pays industrialisés ont une productivité du travail beaucoup plus grande que les pays principalement agraires. Pour Manoilescu, l'industrialisation représentait une précondition du processus de développement d'une nation, car avec l'industrialisation d'un pays, il interviendra une augmentation du pouvoir d'achat, tandis que les échanges internationaux seront plus avantageux[3].
- Il résulte que, lorsqu'un pays industrialisé vendra un produit à un pays agricole, l'échange qui aura lieu sera entre le travail d'un petit nombre d'ouvriers industriels et celui d'un grand nombre de travailleurs agricoles. Ceci mène à une exploitation des pays agricoles par les pays fort industrialisés (Manoilescu, 1986).

La pensée de Mihail Manoilescu dans les années 1930-1938 nous a offert une théorie originale, inspirée par le corporatisme italien. Le corporatisme conçu par le penseur roumain se voulait « intégral » et « pur », fondé sur des corporations autonomes. Méditant aux exigences du monde à l'époque, il mentionne quatre objectifs – la solidarité nationale, l'organisation, la paix et la collaboration, aussi bien que la décapitalisation. Manoilescu a souligné que le nouveau modèle prenait la forme d'un système organique, variante optimale de la relation entre l'État et la nation. L'État « éthique » mussolinien, le Weltanschauungstaat d'Hitler et l'État « porteur d'idéaux » proposé par lui ne devaient pas se soumettre aux citoyens, mais être pareils à un guide, un éducateur, une force autonome, capable de se propager sur les masses, afin de les perfectionner et de les relever (Manoilescu, 1933 : 35). La nouvelle conceptualisation de l'État prétendait être une solution devant l'échec de l'État bourgeois-démocrate, fondé sur les partis politiques, incapable d'organisation, notamment dans l'ordre économico-social.

Manoilescu estimait que dans l'État libéral existant il prédominait un centralisme administratif et une décentralisation de la vie économique, allant jusqu'à l'anarchie. Dans l'État corporatif, pensait-il, il fallait que la domination fût exercée par une relative centralisation économique, afin de rationaliser les activités économiques spéciales, accompagnée par une ample décentralisation politique et administrative.

BDD-A28134 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 16:56:10 UTC)

L'auteur soutenait, dans l'esprit de la politique autarchique italienne, l'industrialisation du pays jusqu'aux « limites du pouvoir naturel », jusqu'à la satisfaction de la consommation intérieure. La politique économique devait utiliser tous les moyens afin de recourir au capital étranger aussi peu que possible. Le programme d'industrialisation de la Roumanie devait être conçu de manière qu'il se déroulât en parallèle avec de grands travaux publics voués à activer le marché du travail, à compléter l'engrenage économique national. Pour les deux directions, on pouvait également employer le travail obligatoire des soldats.

Mihail Manoilescu analysait les tendances interventionnistes exprimées par l'État roumain à l'époque, tout en exhibant leur caractère négatif, limitatif et désorganisateur pour l'économie, à la différence du modèle de l'État corporatif, « intégral » et « pur », qui, une fois accepté, devenait une force à l'intérieur de l'économie. La nouvelle sphère politique englobait les corporations, perçues comme des organes de droit public. La réforme économique et sociale corporative, qui, lors de son accomplissement, changerait les structures et le contenu de l'État néolibéral, se basait sur l'idée de « hiérarchisation des intérêts ». La première place était accordée à l'intérêt national, suivi par l'intérêt collectif des corporations et l'intérêt individuel des entrepreneurs. Dans cette nouvelle conception, l'homme ne pouvait plus être caractérisé du point de vue juridique par sa qualité « abstraite » et « uniforme » de citoyen, mais par ses qualités concrètes et différenciées qui résultaient du service (de la fonction) ou des services (fonctions) remplis dans la société. Partant de cette nouvelle acception de l'homme, Manoilescu a proposé une structure fondée sur huit corporations et un collège – trois pour l'agriculture, deux industrielles, deux commerciales et une des professions libérales. La corporation assumait une triple mission nationale – économique, sociale et politique. L'économique consistait en l'obligation « d'organiser et de coordonner » la production nationale. Elle pouvait remplir son rôle par le biais des syndicats d'entrepreneurs, ayant une mission « exclusivement » économique. Les syndicats disciplinaient la production dans leur branche d'activité et la coordonnaient de l'extérieur par des ententes, voire des contrats avec d'autres syndicats. Ils avaient une personnalité juridique similaire aux anciennes sociétés anonymes. Les corporations ne pouvaient pas conclure de contrats et devaient être investies avec une personnalité juridique limitée (similaire à celle des associations professionnelles de l'état bourgeois-libéral) (Manoilescu, 1933 : 35).

Les idées exprimées par Mihail Manoilescu ont incité la pensée économique. Une partie de celle-ci les a entièrement réfutées, tandis qu'une autre s'est proposé de les intégrer dans les structures de la société roumaine. En tout cas, le résultat en

BDD-A28134 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 16:56:10 UTC)

a été positif, car il a précipité la hiérarchisation des accumulations doctrinaires antérieures, en fonction des nouvelles priorités de l'économie, mais aussi de l'État, lors du déclanchement de la Seconde Guerre mondiale.

D'ailleurs, beaucoup d'économistes se sont prononcés, vers la fin de la quatrième décennie, en faveur de l'intervention de l'État, perçue comme une prise en charge responsable par l'autorité publique de l'ensemble des éléments socio-économiques. Dans la presse de spécialité, par les conférences de l'extension académique publiées sous l'égide des académies de commerce et d'industrie de Bucarest et de Cluj, aussi bien que dans les rapports des chambres de commerce et d'industrie, l'élément commun des débats a été l'appel à la science économique pour des solutions pratiques aux grands problèmes auxquels se confrontait l'économie. Sur ces fondements de rigueur, on a renoncé partiellement aux doctrines de parti, tout en mettant au centre des débats l'intérêt national. Les spécialistes à l'époque ont considéré que l'État devait élaborer une nouvelle ligne interventionniste. Ceci ne signifiait pas le rejet des agents économiques basés sur la propriété individuelle. La propriété privée devait, cependant, être contrôlée, dirigée et développée, encadrée dans une évolution synchrone avec d'autres formes de propriété, montées, entre temps, sur des positions d'intérêt et de pouvoir économique, à côté de la propriété privée. Ces nouvelles formes étaient la propriété corporatiste, celle d'État, et des formes mixtes. Les agents économiques fondés sur la diversité des formes de propriété devaient être corrélés, dans leur dynamique, par l'État.

Le pouvoir central était appelé afin de prévoir, et même de planifier, à l'aide de l'information scientifique et technique, une nouvelle stratégie de développement. On envisageait, ainsi, une nouvelle école de pensée économique roumaine, dont les leaders étaient Mihail Manoilescu, Mitiță Constantinescu, Victor Slăvescu, Victor Jinga et George Strat.

Ce premier avait partiellement renoncé au modèle corporatiste et s'est fait remarquer, pendant la quatrième décennie, par un ouvrage qui lui a apporté de la notoriété à l'échelle européenne, reçu et accepté par des noms tels Jacob Viner, Firmin Oulès, Ernst Wagemann, Bertin Ohlin, Werner Sombart, Henri Guitton ou Bert F. Hoselitz. Il s'agit de *La théorie du protectionnisme et de l'échange international*, que le célèbre économiste français André Piettre plaçait sur la liste des plus importantes études d'économie de tous les temps.

À la base de l'ouvrage, Mihail Manoilescu place la distinction entre national et individuel. La qualité du travail, exprimée par sa productivité, est un autre principe analysé pour la première fois dans l'historiographie économique. Manoilescu souligne la supériorité intrinsèque de l'industrie, par rapport à l'agriculture, et

BDD-A28134 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 16:56:10 UTC)

argumente, par de nombreux exemples, le besoin de développer l'industrie dans les pays agricoles, puisque ceci pouvait assurer non seulement l'augmentation de la productivité du travail social, mais aussi des conditions objectives afin de croître la productivité du travail en agriculture (la doctrine paysanne n'a pas compris ce principe économique). Abordant la vaste problématique du commerce international, Manoilescu a élaboré une théorie scientifique cohérente sur le protectionnisme. Bien que ce fût dans l'actualité économique de la deuxième moitié du siècle passé, il ne bénéficiait pas d'un support théorique capable de démontrer du point de vue scientifique l'utilité, le niveau ou le degré de protection, en temps et espace. En outre, une théorie générale du protectionnisme était tout à fait nécessaire à la pensée économique européenne, au moins pour donner une réponse aux questions soulevées par les changements de la structure des économies nationales – l'élaboration du tarif douanier, la distribution des subventions (Manoilescu, 1986 : 435).

Manoilescu, en tant que ministre de l'industrie et du commerce, exprimait sa conviction que, en l'absence d'un plan, la Roumanie « ne s'échappera pas à la pléthore de difficultés où elle a été jetée par les vagues de la dépression mondiale » (Malinschi, 1975 : 151). Le passage du néolibéralisme au corporatisme, protectionnisme et planisme est, en effet, une consolidation des options de Mihail Manoilescu et de la société pour un certain type d'interventionnisme, par le plan, les corporations etc.

Autrement dit, pour la nouvelle pensée, le concept du plan et le planisme devaient être fondés premièrement sur la science en ensuite sur la politique, à la différence de la pensée économique de la troisième décennie, qui privilégiait cette dernière. La nouvelle pensée n'a pas accordé la même importance qu'auparavant au politicianisme, mais a fait appel très souvent à la science, a demandé que l'analyse des segments de la vie économique revînt aux spécialistes, par des groupes de débats, afin de créer une véritable culture économique qui devait être largement propagée vers l'opinion publique. En plus, cette culture économique prétendait inclure les éléments utilisés dans la pratique économique à l'époque.

Les intérêts momentanés et permanents de l'économie devaient être tracés à l'aide des scientifiques, de tous les spécialistes du pays, et, une fois établis, ils devaient se transformer en normes pour les partis politiques et le pouvoir exécutif. Les partis devaient renoncer à d'autres passions, tout en utilisant la compétition entre eux dans l'œuvre de développer le pays et sa prospérité. Lorsque cet impératif – nécessaire, mais non pas suffisant – aurait été satisfait, il fallait envisager le segment trouvé entre l'élaboration scientifique et la mise en pratique de la doctrine, donc « cet immense champ des impondérables » (Solacolu, 1938 : 19). Cela était déterminé par le facteur politique, qui pouvait s'arroger le droit

BDD-A28134 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 16:56:10 UTC)

de décider si, quand et comment il voulait adopter les solutions des scientifiques. Mihail Manoilescu accentuait le rôle du facteur scientifique, de « l'élite nationale », et indiquait que les plans devaient se fonder sur la continuité, la cohérence et la logique, dans l'implémentation avec le temps des différentes mesures d'ordre économique. Encore une fois, il se détache du modèle corporatiste « intégral » et « pur », plaidant pour une dictature, évidemment bourgeoise et carliste. C'était sans doute très différent de la monarchie parlementaire constitutionnelle, basée sur les partis. Selon Manoilescu et beaucoup de ses contemporains, les idées ne marquaient par une discontinuité ou une rupture du passé, mais une période d'organisation rationnelle du travail, d'entente et de modelage de l'économie en fonction des données scientifiques.

Peut-être avec moins d'acharnement, mais dans le même esprit de contestation du politicianisme, associé d'une façon plus ou moins juste au libéralisme, Manoilescu a été complété, bien qu'avec des dissociations nettes, par Mitiță Constantinescu. C'est lui qui a assemblé un type de pensée économique situé en-dehors des sentiments de sympathie ou d'antipathie à l'égard des politiciens ou des États – comme il l'a déclaré lui-même. Il a élaboré des idées et des principes interventionnistes, « à partir des réalités et des besoins objectifs[4] ».

Pendant les années '30, l'économie est devenue une activité d'intérêt public, à la différence des périodes antérieures, lorsqu'elle avait été surtout une activité d'intérêt privé. Keynes a été le premier à souligner que si dans l'économie libérale classique, l'économie était le résultat du jeu libre entre la demande et l'offre, dans l'entre-deux-guerres, la fonction de régularisation de la production et de la consommation devenait de plus en plus une compétence de l'État, en tant qu'autorité politique et publique. Ceci n'a pas mené à la suppression de la compétition, de la demande ou de l'offre, mais seulement à l'équilibrage de la production, de la répartition et de la consommation, à l'assurance de la protection sociale des citoyens.

Pour conclure, Mihail Manoilescu s'inscrit sur le trajet sinueux de la pensée économique européenne, qui, notamment dans le contexte de la Grande dépression, est devenu, évidemment, interventionniste, sous de différents noms : néolibéralisme, dirigisme, planisme, ou bien corporatisme. En tout cas, on a envisagé une correspondance fondée sur la réciprocité entre l'État et l'économie, les deux parties étant perçues comme des manifestations vivantes de la nation, encadrées dans celle-ci de manière organique. L'État a été regardé comme titulaire du pouvoir politique, synthèse de la nation, élément central de suprastructure, partenaire et entrepreneur dans l'activité économique.

BDD-A28134 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 16:56:10 UTC)

Bibliographie

Bădescu, I., Cucu-Oancea, O. 2011. *Dicționar de sociologie rurală*, Ed. Mica Valahie.

Chirot, D., in Ingebritsen, C., Neumann, I., Gestohl, S. et Beyer, J (éds) 2006., *Small States in International Relations*, University of Washington Press, Seattle.

Cojanu, V. 2002. « O revizuire a *Argumentlui lui Manoilescu* », Jurnalul Economic, V(9), juillet.

Constantinescu, M. 1943. *Politica economică aplicată*, vol. I-III, Bucarest.

Ionescu, Ș.C. 2015. *Jewish Resistence to 'Romanianization' 1940-1944*, Palgrave Macmillan.

Love, J.L. 1990 « Theorizing Underdevelopment: Latin America and Romania, 1860-1950 », Estudos Avançados, 4 (8).

Malinschi, V. 1975. *Profesorul Virgil Madgearu (1887-1940)*, Bucarest, Ed. Academiei.

Manoilescu, M. 1986. *Forțele naționale productive și comerțul exterior - Teoria protecționismului și a schimbului internațional*, Editura Științifică și Enciclopedică, Bucarest.

Manoilescu, M., in Baltasiu, R., Boatcă, M., Șerban, A., Bulumac, O. 2010. *Romania - layers of collective identity in the 19th and the 20th centuries*, Etnosfera, no. 3.

Manoilescu, M. 1933. *Rom*ânia stat corporatist. De ce și cum trebuie transformat statul nostru, Bucarest.

Manoilescu, M. 1924. « Neoliberalismul », in *Doctrinele partidelor politice*, Bucarest.

Manoilescu, M. 1934. *Le siècle du corporatisme; doctrine du corporatisme intégral et pur*, Felix Alcan, Paris.

Murgescu, C. 1987. *Mersul ideilor economice la români,* Ed. Științifică și enciclopedică, vol. I, Bucarest.

Nenovsky, N., Torre, D. 2015. *Productivity-Based Protectionism*: *A Marxian Reconstruction of Mihail Manoilescu's Theory*, Journal of Economic Issues, Vol. XLIX, No. 3, septembre.

Păun, N. 2009. *Viața economică a României 1918-1948*, Presa Universitară Clujeană.

Popescu, Al. 2014. « Istorici și diplomați (XXXXI) / Un 'sacrificat': Mihail Manoilescu », Ziarul Financiar, 25 décembre. [En ligne] : http://www.zf.ro/ziarul-de-duminica/istorici-si-diplomati-xxxi-un-sacrificat-mihail-manoilescu-de-dr-alexandru-popescu-13739013 [consulté le 30 juillet 2017].

Roszkowski, W., Kofman, J. 2015. *Biographical Dictionary of Central and Eastern Europe in the Twentieth Century*, Routledge, New York.

Solacolu, B. 1938. *Despre nevoia unei concepții noi în economie*, Bucarest.

Notes

1. Alexandru Popescu, « Istorici și diplomați (XXXXI) / Un 'sacrificat': Mihail Manoilescu », Ziarul Financiar, 25 décembre 2014. [En ligne] : http://www.zf.ro/ziarul-de-duminica/istorici-si-diplomati-xxxi-un-sacrificat-mihail-manoilescu-de-dr-alexandru-popescu-13739013 [consulté le 30 juillet 2017].

2. Mihail Manoilescu, in Radu Baltasiu, Manuela Boatcă, Adela Șerban, Ovidiana Bulumac, *Romania - layers of collective identity in the 19th and the 20th centuries*, Etnosfera, no. 3, 2010, p. 9.

3. *Ibidem*, p. 7

4. Mitiță Constantinescu, *Politica economică aplicată*, vol. I-III, Bucarest, 1943. (Sa conception sur la politique économique de l'État est présentée dans le vol. I, aux pages 114-128.)

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -
Modalités de lecture consultables sur le site de l'éditeur www.gerflint.fr

BDD-A28134 © 2017 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 16:56:10 UTC)